

Le pouvoir aux travailleurs

25 Mai 2019

N° 255

PRIX : 100 Fr

pouvoirauxtravailleurs@gmx.fr

L'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes (Karl Marx)
Pour la construction du parti de la classe ouvrière



Affrontements inter-ethnique à Béoumi (Centre de la Côte d'Ivoire)

Éditorial

NON À L'ETHNISME, À LA XÉNOPHOBIE ET AU NATIONALISME !

Page 3- 4

ZONE INDUSTRIELLE DE YOPOUGON : DÉMOLITION DES RESTAURANTS DE FORTUNE. IL FAUT EXIGER DES CANTINES SUBVENTIONNÉES DANS LES USINES

Page 5

LE NOUVEAU CODE DE LA FAMILLE : UN RAVALEMENT DE FAÇADE QUI NE CHANGERA PAS GRAND-CHOSE À LA CONDITION DE LA FEMME DANS LA SOCIÉTÉ !

Page 7 - 9

SOUDAN : LA POPULATION CONTINUE D'EXIGER UN GOUVERNEMENT CIVIL

Page 14

<u>SOMMAIRE</u>	PAGES
<u>EDITORIAL :</u>	
- NON À L'ETHNISME, À LA XÉNOPHOBIE ET AU NATIONALISME !	3 - 4
- ZONE INDUSTRIELLE DE YOPOUGON : DÉMOLITION DES RESTAURANTS DE FORTUNE. IL FAUT EXIGER DES CANTINES SUBVENTIONNÉES DANS LES USINES !.....	5
- LES ENSEIGNANTS N'ONT PAS REUSSI À IMPOSER LEURS REVENDICATIONS MAIS CE N'EST QUE PARTIE REMISE	5 - 6
- LE NOUVEAU CODE DE LA FAMILLE : UN RAVALEMENT DE FAÇADE QUI NE CHANGERA PAS GRAND-CHOSE À LA CONDITION DE LA FEMME DANS LA SOCIÉTÉ !	7 - 9
- À LA SOUPE !	9 - 10
- ATTECOUBÉ : LES POPULATIONS SE RÉVOLTENT CONTRE L'INSECURITÉ	10
- QUE DEVIENNENT LES 18 000 TONNES DE RIZ AVARIÉS ?	11
- LE TRAFIC ILLICITE DE MARCHANDISES FAIT PARTIE INTEGRANTE DU SYSTEME CAPITALISTE	12
- LEUR PRÉTENDUE LUTTE CONTRE LA CHERTÉ DE LA VIE C'EST DE LA TROMPERIE	12
- LE GOUVERNEMENT AUGMENTE LES TAXES À L'ABATTOIR DE PORT-BOUËT	13
- SOUDAN : LA POPULATION CONTINUE D'EXIGER UN GOUVERNEMENT CIVIL	14
- ALGÉRIE : MALGRÉ LES MANŒUVRES DES DIRIGEANTS, LA POPULATION RESTE MOBILISÉE	14 - 15

E d i t o r i a l

NON À L'ETHNISME, À LA XÉNOPHOBIE ET AU NATIONALISME !

Un simple accrochage entre une « *moto-taxi* » et un véhicule de transport en commun « *Massa* » s'est transformé en guerre entre deux communautés, Dioulà et Baoulé. Cela s'est passé le 15 et le 16 mai à Béoumi dans la région de Bouaké. Officiellement, il y a eu 11 morts, une centaine de blessés et de nombreux dégâts matériels. Plusieurs centaines de personnes ont été obligées de fuir pour se réfugier ailleurs. Des « *armes de guerre* » auraient été utilisées lors de ces affrontements. Il a fallu le déploiement de plusieurs centaines de gendarmes, de policiers et de militaires ainsi que l'instauration d'un couvre-feu dès 18h pour que le calme revienne.

Cet affrontement n'est évidemment pas arrivé sous un ciel serein. Des rancœurs se sont accumulées depuis 2002, depuis la partition du pays en deux. Les milices de Guillaume Soro, les MPC, qui ont contrôlé cette région durant plusieurs années, ont commis de nombreuses exactions envers les populations baoulé. Des années se sont écoulées mais les victimes n'ont pas oublié. Il a fallu une étincelle pour raviver les haines accumulées.

Ensuite, à chaque élection, communale, législative et présidentielle, les différents candidats en compétition ont fait monter les enchères à caractère ethniste et ont attisé les tensions intercommunautaires pour mobiliser leur électorat sur une base essentiellement ethnique.

Aujourd'hui, les autorités œuvrent à l'apaisement. D'autant plus que la situation est plutôt alarmante, quand on sait que des rancœurs entre populations, comme à Béoumi, existent potentiellement un peu partout.

Ainsi, par exemple, au mois d'Avril dernier à Agboville, une agression contre un jeune de l'ethnie Abbey a dégénéré en conflit ethnique entre Abbey et Dioulà, faisant plusieurs blessés et des dégâts matériels. Dans le même

mois, des jeunes de ces deux mêmes ethnies se sont affrontés à N'douci. Et le 18 mai, un conflit foncier a dégénéré en violence intercommunautaire, à Abengourou, faisant des blessés graves.

Tels des pompiers pyromanes, ce sont aujourd'hui ces mêmes qui jouent les bons offices pour calmer les populations. Ce qui ne les empêchera nullement de remettre le couvert à l'approche de l'élection présidentielle de 2020, s'il y a une carotte au bout. Il y a donc fort à craindre que des conflits similaires de plus grande ampleur surgissent de nouveau dans la période à venir.

En tout cas, des ingrédients explosifs sont présents et s'accumulent depuis plusieurs années, à commencer par la misère, la pauvreté, le chômage et les conflits fonciers. C'est dans ce terreau que les propos haineux à caractère xénophobe, ethniste, religieux ou national véhiculés généralement par les dirigeants politiques pour accéder à la mangeoire, peuvent prendre un caractère explosif. Les travailleurs et les populations pauvres sont bien placés pour le savoir puisqu'ils ont déjà payé un très lourd tribut dans un passé pas si lointain.

Il ne faut pas que ce poison fasse de nouveau des dégâts dans nos rangs. La division fondamentale de la société n'est pas entre ethnies ou nationalités, mais entre classes sociales aux intérêts diamétralement opposés que sont les exploiters et les exploités.

Face aux patrons qui les exploitent, les travailleurs ont besoin au contraire de s'unir. C'est par l'union dans le combat qu'ils peuvent plus efficacement améliorer leur salaire, leurs conditions de vie, leur pouvoir d'achat. Les antagonismes ethniques, la xénophobie et le nationalisme sont des armes qu'utilisent nos ennemis de classes pour nous affaiblir.

LE QUOTIDIEN DES TRAVAILLEURS

ZONE INDUSTRIELLE DE YOPOUGON : DÉMOLITION DES RESTAURANTS DE FORTUNE. IL FAUT EXIGER DES CANTINES SUBVENTIONNÉES DANS LES USINES !

Les petits apatams autour des différentes entreprises qui servaient de restaurants aux travailleurs de la zone industrielle de Yopougon ont été tous rasés. À la place il y aura, paraît-il, du gazon et des fleurs.

Ces femmes qui faisaient à manger dans ces endroits, ce sont pour la plupart nos mères, nos sœurs ou nos compagnes. C'est dans leurs gargotes que nous les travailleurs pouvions avoir à manger à moindre coût, correspondant à nos bas

salaires. Et elles étaient aussi situées à proximité immédiate des usines. Maintenant qu'il n'y a plus de restaurant tout près, on est obligé d'aller plus loin pour trouver à manger alors que le temps de pause pour se restaurer est tout petit.

Que les autorités obligent les patrons d'installer des cantines subventionnées dans leurs usines au lieu de chasser les femmes qui essaient de survivre en vendant des aliments sous les apatams !

LES ENSEIGNANTS N'ONT PAS REUSSI À IMPOSER LEURS REVENDICATIONS MAIS CE N'EST QUE PARTIE REMISE

Des syndicats de l'enseignement public ont relancé la grève dans le secteur de l'éducation-formation publique à la mi-mai. Mais cette fois-ci la mobilisation n'a pas été au rendez-vous. Après une semaine, le mouvement a été suspendu. C'est déjà la fin de l'année, les classes intermédiaires dans les lycées et collèges ne vont déjà plus au cours. Les enseignants projettent donc de reprendre le mouvement l'année prochaine.

Rappelons que les enseignants ont fait grève durant deux mois, de fin janvier à mars 2019. Le mouvement a été suivi par l'ensemble du corps pédagogique et a paralysé l'enseignement, du primaire à l'université. C'est cette paralysie qui a contraint les responsables gouvernementaux à entamer des

discussions avec les responsables syndicaux qui eux, n'attendaient peut-être que ça pour demander l'arrêt de la grève. Cela a été décidé contre la volonté des grévistes car sans contrepartie pour eux.

Les autorités de tutelles ont profité de ce sursis pour raccourcir et terminer l'année scolaire, sans pour autant rien céder sur les revendications.

Les syndicats se sentant peut-être floués ont voulu relancer le mouvement de grève mais sans trop y croire.

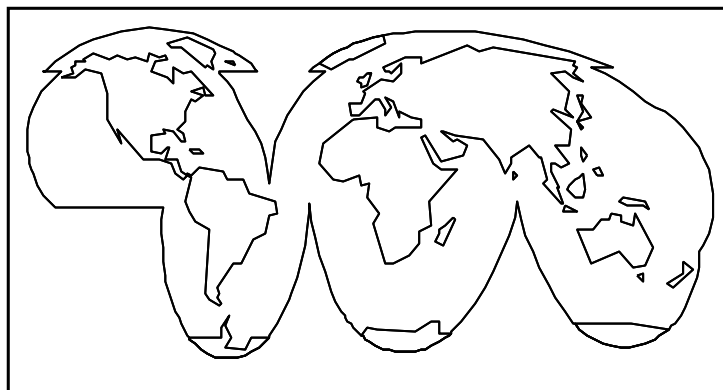
La ministre de l'Éducation nationale n'a pas pu s'empêcher d'insulter et de menacer les enseignants grévistes, d'autant plus qu'elle a senti que le rapport des forces était en défaveur de ces derniers.

LE QUOTIDIEN DES TRAVAILLEURS

Qu'elle ne se réjouisse pas trop vite ! Les enseignants en colère n'ont pas encore dit leur dernier mot. Certes, avec leurs seules forces ils n'ont pas réussi à faire plier le gouvernement mais la morgue et le mépris des gens du pouvoir finiront par se retourner contre eux. D'autant plus que les enseignants du secteur public sont loin d'être les seuls à souffrir des bas salaires et des mauvaises conditions de travail. Tous les petits salariés de l'Etat sont dans la même situation, pour ne parler que de ceux-là. Mais au-delà des enseignants du secteur

public, il y a aussi ceux du secteur privé où les conditions sont encore plus insupportables même si les grèves y sont plus rares et moins visibles à cause de l'éparpillement. Cela fait beaucoup de mécontents et peut constituer une force puissante si on marche côte à côte et dans la même direction. On verra alors si les dirigeants au pouvoir se comporteront avec autant d'arrogance envers les petits salariés qui ne font que revendiquer leur droit de vivre décemment de leur travail.

TRAVAILLEURS DE TOUS LES PAYS



UNISSONS-NOUS !

L E U R S O C I E T E

LE NOUVEAU CODE DE LA FAMILLE : UN RAVALEMENT DE FAÇADE QUI NE CHANGERA PAS GRAND-CHOSE À LA CONDITION DE LA FEMME DANS LA SOCIÉTÉ !

En Côte d'Ivoire, le « *code de la famille* » a été modifié sur quelques articles de droit pour, selon le gouvernement, promouvoir l'égalité de droit entre l'homme et la femme. Mais le simple fait de parler d'égalité de droits fait déjà grincer des dents dans certains milieux réactionnaires comme ceux des religieux de tout bord.

Voici quelques exemples de ces modifications :

- Auparavant, il était stipulé que « *le mari est le chef de la famille* ». Désormais, il est écrit que « *la famille est gérée conjointement par les époux, dans l'intérêt du ménage et des enfants* ». Cet article est particulièrement combattu avec acharnement par les traditionalistes de divers horizons pour qui l'homme est et demeure le chef de famille. C'est sacrilège pour eux de toucher à ce pilier de la société.
- « *Les biens communs, autres que les gains et revenus des époux, sont administrés par l'un ou l'autre des époux* », selon le nouveau texte. Auparavant, il était libellé ainsi : « *le mari administre seul tous les actes d'administration ou de disposition sur les biens communs* ». Dans les faits, c'est généralement celui ou celle qui apporte les fonds qui peut se prévaloir de les administrer. Dans une société où encore de nombreuses femmes n'ont pas de revenu, cette loi ne peut concerner que certaines d'entre elles. Dans son ancienne version, l'essentiel des charges du foyer pesaient sur le mari. La nouvelle version répartit les dépenses sur les deux conjoints. Le mari peut poursuivre sa femme si elle ne participe pas aux charges du ménage. Cet article ne fait que s'adapter à l'évolution de la vie car bien des femmes contribuent déjà financièrement aux charges du foyer.
- Concernant le « *domicile conjugal* » : Il doit être choisi d'un commun accord selon la nouvelle formule alors qu'auparavant, la décision revenait au seul époux. Dans les faits, c'est très souvent le mari qui choisit le lieu de résidence.

L E U R S O C I E T E

- Selon le nouveau code « *Chacun des époux a le droit d'exercer la profession de son choix, à moins qu'il ne soit judiciairement établi que l'exercice de cette profession est contraire à l'intérêt de la famille* ». C'est une avancée certes, mais seulement sur le papier car la société trouve normal que la femme suive son mari là où il travaille ou qu'elle quitte son travail s'il le lui demande. Il faut le courage de certaines pour garder leur travail.

- L'incapacité physique de consommer le mariage ou l'impossibilité de procréer de l'un des deux époux, est désormais motif de nullité du mariage. En effet il est formulé que « *le consentement (au mariage) n'est pas valable si celui qui l'a donné ignorait l'incapacité physique de consommer le mariage ou l'impossibilité de procréer de l'autre époux, connu par ce dernier avant le mariage* ».

Si cette disposition prétend palier une insuffisance dans une société où la stérilité est un sujet tabou, la loi n'indique pas par quel mécanisme les époux doivent prouver, avant leur mariage, leur capacité à procréer ou à consommer le mariage. Surtout que pour les religieux, il est

défendu d'avoir des rapports sexuels avant le mariage. Ce sera un casse-tête !

Des lois concernant la protection des femmes existent ici et là. Mais le plus souvent, même ce peu de droits n'est pas respecté car l'État ne se donne même pas les moyens de les faire appliquer. Leur mise en œuvre se heurte parfois à la résistance de certaines pratiques coutumières, à l'obscurantisme ambiant qui place les femmes et les filles au bas de l'échelle. Jusqu'à présent, les mutilations génitales féminines continuent d'être pratiquées dans certaines régions ou dans certaines familles alors que des lois répressives existent sur le papier. Non seulement l'Etat lui-même ne fait pas assez pour propager l'existence de ces lois sur le terrain mais en plus il ne les applique pas dans toute leur rigueur.

Certaines écoles ou certains métiers sont de fait réservés aux hommes.

Dans les entreprises comme dans l'administration publique, des femmes sont soit licenciées, soit disqualifiées pour certains postes pour cause de grossesse. À travail égal, le salaire est loin d'être égal entre les hommes et les femmes. Elles sont, en outre, les premières victimes du harcèlement sexuel au travail.

L E U R S O C I E T E

Quant à la violence conjugale, elle est souvent considérée comme une affaire privée. Combien de femmes meurent sous les coups de leurs conjoints ? Ces violences sont d'autant plus dévastatrices qu'elles sont souvent tues. Briser le tabou et renoncer au silence, c'est s'exposer au risque d'être rejetée par les siens, humiliée par la société, stigmatisée ou discriminée.

L'oppression de la femme est profondément enracinée dans la société au point que de nombreuses personnes (y compris les victimes) finissent par considérer que c'est quelque chose de normale et d'immuable. Changer tout simplement les lois ne suffira pas pour transformer les réalités quotidiennes même si celles et ceux qui veulent s'engager

dans la défense des droits de la femme peuvent s'appuyer sur ces lois pour mener des combats sur des cas particuliers. Mais la libération de la femme, la fin de son oppression, est intimement liée à la lutte générale de l'ensemble des exploités contre la société capitaliste. C'est en mettant fin à cette société basée sur l'exploitation de l'homme par l'homme que les travailleurs, hommes et femmes ensemble, mettront fin à toutes les formes d'oppression. En donnant à tous la possibilité et les moyens adéquats de vivre décemment, de s'éduquer et de se cultiver, la nouvelle société débarrassée du capitalisme ouvrira de nouveaux horizons et établira une nouvelle base de relation entre les hommes et les femmes et de manière générale entre tous les humains.

À LA SOUPE !

A l'approche de l'élection présidentielle de 2020, les candidats à la mangeoire, petits et grands, ont déjà senti la bonne odeur de la soupe.

Ainsi, par exemple, Ahipaud Martial, le tout premier Secrétaire Général de la Fesci dans les années 1990, qui se disait jadis « *communiste* », est allé frapper à la porte des tenants du pouvoir avec quelques-uns de ses semblables.

Certains d'entre eux ont trempés dans l'ethnisme et la xénophobie, pour ne pas dire plus. Ils prétendent aujourd'hui vouloir accéder à des « *postes à responsabilités* » : en d'autres termes, passer à la mangeoire. Ceux-là pensent que le vent est pour l'instant du côté de ceux qui détiennent le pouvoir. Mais telles des girouettes, ils pourront toujours changer de camp au gré du vent.

L E U R S O C I E T E

Ahoussou Kouadio, le Président du Sénat, installé à ce poste par Ouattara, ne pouvant plus naviguer plus longtemps entre deux eaux, vient d'annoncer lui aussi qu'il rejoint finalement le camp Ouattara. C'est à croire qu'il lui a fallu pour cela du courage, puisqu'il a annoncé aux

journalistes : « *Je n'ai pas peur. Tout cela ne m'effraie pas* ». Il n'a pas eu besoin d'ajouter : « *j'ai la peau du ventre encore un peu creuse et je reste pour l'instant là où il y a encore à boire et à manger* ». Entre gens du même monde, ils se comprennent.

ATTECOUBÉ : LES POPULATIONS SE RÉVOLTENT CONTRE L'INSECURITÉ

Le 20 mai dernier, des habitants d'Attécoubé, un quartier populaire de la ville d'Abidjan, ont fait une marche pour protester contre la recrudescence des attaques des « *microbes* ». Rassemblés devant la Mairie, brandissant des pancartes, hommes, femmes et jeunes ont battu le pavé pour exprimer leur mécontentement. À peine la manifestation avait-elle commencé que la police a été envoyée pour disperser les manifestants. Ces derniers ont fait usage de matraques et de gaz lacrymogène. Il y a eu plusieurs blessés.

Depuis des années, ce quartier est en proie à l'insécurité grandissante. Les travailleurs allant au boulot tôt le matin ou rentrant tard le soir sont la cible de ces délinquants. Avec le ramadan, ceux qui vont à la prière à l'aube ne sont pas épargnés. Il ne se

passent pas de jour sans son lot d'agressions. Il y a des blessés et souvent des morts. Parfois, il y a des bagarres entre bandes rivales ; les populations sont obligées de se terrer chez elles en attendant que les choses se calment.

Face à tout ça, on voit rarement les forces de l'ordre intervenir. Par contre, lorsque les populations victimes de cette insécurité osent lever le petit doigt pour protester, les corps habillés sont prompts à mater ceux qui ne demandent qu'un peu plus de sécurité. Nombreux sont ceux qui se sentent abandonnés par l'État.

Et dire que le gouvernement annonçait récemment que la Côte d'Ivoire a atteint un niveau de sécurité équivalent à celui de la Suisse. C'est à croire que c'était pour faire rire !

L E U R S O C I E T E

QUE DEVIENNENT LES 18 000 TONNES DE RIZ AVARIÉS ?

18 milles tonnes de riz impropre à la consommation ont été déchargées au port d'Abidjan au mois d'avril. Ce riz était avarié et reconnu comme tel mais cela n'a pas empêché qu'il soit quand même entreposé au port. S'il a été déchargé du bateau, c'est qu'il devait être écoulé sur le marché pour la consommation. Que des populations pauvres en crèvent, c'est le dernier souci des capitalistes pour lesquels seul le profit compte !

Ce qui a entravé le plan des capitalistes à l'origine de ce trafic c'est une alerte donnée par une personne résidente en Guinée où ce même bateau avait aussi déchargé 4000 tonnes de ce riz avant qu'il ne vienne vider le reste au port d'Abidjan.

Si cette affaire n'a pas fait beaucoup de bruit c'est à croire que quelques hautes personnalités aux bras longs risquaient peut-être d'être éclaboussées par ce scandale.

Mais comme l'affaire a été tout de même ébruitée, les autorités ont fait plusieurs communications pour tenter de rassurer la population. Elles ont annoncé que ce riz est en cours de destruction et qu'aucun sac n'en sortirait. Mais comment s'effectue cette opération et qui la contrôle ? Aucune réponse n'a été donnée par les autorités ; il n'y a pas eu la moindre transparence quant à la prétendue destruction de la marchandise avariée.

Et coup de théâtre, le 26 mai, nous apprenons par le canal de la

radio française RFI que la destruction de ce riz a été suspendue par le procureur à la demande de l'importateur.

On peut imaginer que l'enjeu est tel qu'il y a de quoi mouiller quelques barbes. Les autorités finiront peut-être par nous expliquer qu'une contre-expertise a finalement permis de conclure que tout le riz n'était pas avarié mais seulement une petite partie. D'ailleurs, même si on nous annonce que toute la cargaison a été détruite on aurait de quoi en douter.

Dans tous les cas, des sacs de riz provenant de ce stock circulent déjà dans les quartiers pauvres. Et il n'y a rien d'étonnant à cela, quand on sait que la pauvreté est telle que des gens sont prêts à prendre le risque de consommer ce riz, même s'il pourrait s'avérer être dangereux pour la santé. C'est comme les médicaments vendus sur les bords des trottoirs que les gens sont contraints de consommer malgré leur potentielle dangerosité, à défaut de pouvoir faire autrement.

Dans cette société capitaliste, les travailleurs et les populations pauvres se tuent au travail, comme ils se tuent à consommer de la nourriture avariée, des médicaments potentiellement dangereux ou à respirer de l'air pollué. Mais la plus dangereuse des pourritures dont il faudra le plus urgemment se débarrasser c'est ce système capitaliste lui-même.

L E U R S O C I E T E

LE TRAFIC ILLICITE DE MARCHANDISES FAIT PARTIE INTEGRANTE DU SYSTEME CAPITALISTE

Au Gabon, des trafiquants ont réussi à faire disparaître tout récemment 350 conteneurs remplis de bois précieux interdits au commerce, sans laisser de trace, paraît-il. C'est que ces trafiquants ont nécessairement été aidés par quelques hauts dignitaires de l'Etat qui ont palpé leur part du butin.

En matière de trafic et de fraude à la douane, la Côte d'Ivoire tient aussi son rang sur le continent africain. Dans ce pays, la Douane est une vraie passoire, le lieu de tous les trafics et les combines. Toutes ses pratiques ne sont possibles que grâce à la complicité des gens bien placés dans

la haute administration et dans l'appareil d'Etat.

De temps en temps quelques affaires sont révélées au public par l'intermédiaire des médias. Actuellement par exemple il y a l'affaire des 18 000 tonnes de riz contaminé. Souvenons-nous du tristement célèbre scandale du Probo Koala qui a éclaté en septembre 2006 et qui a fait de nombreuses victimes dont certaines souffrent toujours jusqu'à maintenant et attendent les indemnisations promises.

Pour quelques affaires qui sortent de l'ombre, combien d'autres sont enterrées à jamais ?

LEUR PRÉTENDUE LUTTE CONTRE LA CHERTÉ DE LA VIE C'EST DE LA TROMPERIE

Le gouvernement vient d'annoncer une fois de plus qu'il va prendre des mesures contre la vie chère par le plafonnement des prix des produits de première nécessité. Il n'a donné aucun détail concret sur cette soi-disant mesure.

Ce n'est pas la première fois qu'on a droit à ce genre d'annonces. Il y a eu par exemple le décret obligeant les commerçants à afficher clairement les prix, celui du contrôle des instruments de mesure : des prétextes qui ont surtout servi à des opérations de rackets contre les petits commerçants. Cette prétendue lutte contre l'augmentation du coût de la vie

a même servi de prétexte pour faire des cadeaux aux plus gros capitalistes par des réductions d'impôts substantielles.

Évidemment, il ne viendrait pas à l'esprit du gouvernement de relever les salaires, à commencer par ceux des petits fonctionnaires qui souffrent de la dégradation de leur pouvoir d'achat. En ne cédant pas, par exemple, aux revendications des enseignants en grève, le gouvernement montre en réalité le chemin à suivre à l'ensemble des capitalistes qui exploitent dans ce pays et qui maintiennent les salaires au plus bas.

L E U R S O C I E T E

LE GOUVERNEMENT AUGMENTE LES TAXES À L'ABATTOIR DE PORT-BOUËT

Les bouchers de l'abattoir de Port-Bouët, le plus important de la commune d'Abidjan, sont en grève depuis le 22 mai. Cela a entraîné une pénurie de viande sur les marchés d'Abidjan.

Le mouvement a commencé quand le district a décidé d'appliquer de nouveaux tarifs à l'abattage du bétail. Selon le porte-parole des bouchers, ils protestent pour dénoncer l'augmentation des taxes et autres frais qui passent de 3.000 à 22.000 francs Cfa pour les bœufs et de 700 à 3500 francs Cfa pour les petits ruminants (mouton, cabri, etc.).

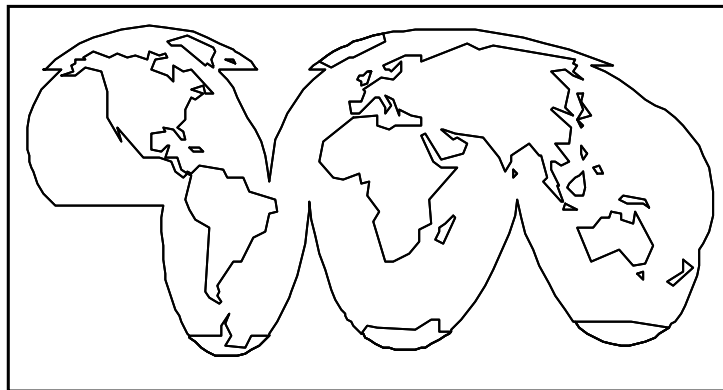
Évidemment, si les bouchers et le gouvernement ne trouvent pas un accord, ces nouvelles contraintes financières vont nécessairement être

répercutées sur le prix du kilo de viande.

Manger normalement de la viande au prix actuel est déjà un luxe qui est hors de portée des familles ouvrières ; même les abats sont hors de prix pour la grande majorité. Avec les augmentations de prix qui s'annoncent, cela deviendra encore plus difficile de se nourrir pour la population pauvre.

L'État va engranger des taxes supplémentaires, les boucher vont les répercuter sur les prix de leurs marchandises et ce sont les petits consommateurs qui vont en souffrir. Mais là n'est évidemment pas le problème du gouvernement, ni des riches qui exploitent les travailleurs.

TRAVAILLEURS DE TOUS LES PAYS



UNISSONS-NOUS !

SOUDAN : LA POPULATION CONTINUE D'EXIGER UN GOUVERNEMENT CIVIL
--

La tension entre l'opposition et l'armée est loin de s'apaiser. Les organisations d'opposition, et avec elles la population des villes, manifestent pour exiger une autorité de transition composée d'une majorité civile. L'acteur principal de la protestation, l'Alliance pour la liberté et le changement (ALC) maintient la manifestation quotidienne devant le QG de l'armée. Pour l'instant les généraux du Conseil militaire ne veulent pas reculer devant la détermination de l'opposition. Devant cette épreuve de force, l'ALC et l'Association des professionnels soudanais (APS) envisagent d'organiser une grève générale dans tout le pays.

Rappelons que le dictateur Omar Al-Bachir, au pouvoir depuis 30 ans, a fini par être renversé le 11 avril dernier par le soulèvement populaire. Durant son long règne il a semé la terreur contre les opposants politiques, plus particulièrement contre les militants du Parti Communiste soudanais, l'un des plus anciens implantés en Afrique, et aussi contre

les militants syndicaux. De nombreux militants ont été massacrés par son régime, d'autres sont morts en prison. Ceux qui ont survécu ont été contraints de s'exiler ou de survivre dans l'ombre. La remontée de la contestation populaire depuis quelques mois est probablement pour eux une occasion de refaire surface et de renouer avec le mouvement ouvrier.

Quelle va être l'ampleur de la grève générale ? Comment les généraux au pouvoir vont-ils réagir ? Accepteront-ils de laisser le pouvoir au civil comme le réclament les manifestants ? Et ce gouvernement civil, comment réagira-t-il face aux aspirations des travailleurs et des petites gens qui attendent de lui une amélioration de leurs conditions d'existence ?

Ce qui est sûr c'est que pour faire aboutir leurs revendications, les travailleurs ne pourront compter que sur leurs luttes et leur détermination sans remettre leur sort entre les mains des politiciens qui en profiteront pour se hisser au pouvoir et se retourneront contre eux.

ALGÉRIE : MALGRÉ LES MANŒUVRES DES DIRIGEANTS, LA POPULATION RESTE MOBILISÉE

Depuis trois mois, la population manifeste par centaines de milliers chaque vendredi, contre le pouvoir. Au début c'était contre le 5e mandat de Bouteflika, mais plus les manifestants se mobilisent et plus ils prennent conscience de leur force. Bouteflika est tombé mais l'appareil d'État ainsi que les dirigeants des principales institutions sont pour la plupart en

place. La population pauvre a raison de rester mobilisée pour exiger que tout le système doit changer.

Les classes riches de ce pays font tout pour que cette mobilisation s'arrête. Pour parvenir à cet objectif, les dirigeants qui assurent l'intérim ont jeté en pâture quelques personnalités détestées. C'est ainsi que Saïd

Bouteflika, le frère du président déchu a été placé en détention provisoire. Deux anciens chefs des services des renseignements généraux ont été également arrêtés ainsi que quelques haut-cadres connus pour leurs liens avec le clan au pouvoir. Quelques hommes d'affaires connus pour leur enrichissement sous l'ère Bouteflika, sont priés de ne pas quitter le pays. Différentes autres mesures visant ceux qui ont mangé dans la main de Bouteflika ont été adoptées mais jusqu'à présent n'ont pas réussi à freiner le mouvement de contestation.

Pendant ce temps, les véhicules blindés de l'armée sont placés chaque vendredi dans les principales voies d'accès des grandes villes pour empêcher les manifestants en provenance des campagnes d'entrer en centre-ville.

La colère ne faiblit pas car la population en a assez de ses conditions de vie misérables. Elle en a assez des prix élevés, des bas salaires, du chômage de masse et de la précarité. La crise est toujours là, la classe privilégiée qui confisque la manne pétrolière est toujours là. Si ce n'est pas la clique de Bouteflika, ça peut être une autre. L'armée, les forces de l'ordre, les services secrets, l'appareil d'Etat avec toutes ses institutions, constituent une force organisée colossale au service des capitalistes d'Algérie bien sûr, mais aussi au service des grandes puissances impérialistes qui réalisent des profits colossaux sur le labeur des

travailleurs d'Algérie comme sur ceux d'autres pays.

En face de ces forces, les femmes et les hommes qui se battent tous les vendredis, font preuve de courage mais pour faire céder la bourgeoisie sur leurs revendications fondamentales, il leur sera nécessaire de faire preuve de beaucoup de détermination et surtout d'organisation. Ils sont au pied d'une montagne à gravir. Si les travailleurs ne s'organisent pas sur la base de leurs entreprises, de leurs comités de quartiers, pour contrôler ceux qui sont en train de gérer la transition de l'État, ces gens-là ne céderont rien et le régime s'en sortira en procédant à quelques ravalements de façade. Si les classes riches estiment que cela ne suffit pas, elles n'hésiteront pas à faire tirer sur la population.

Aider les travailleurs à se repérer, à s'organiser, à anticiper sur le camp d'en face, c'est le rôle d'un parti prolétarien et un tel parti reste à construire. Le temps presse car la mobilisation des travailleurs et de la population pauvre a commencé mais ce parti capable d'élever la conscience des travailleurs, de leur servir de boussole et de se hisser au rang d'état-major de la lutte, n'existe pas aujourd'hui en Algérie. Ceux qui ont la conscience de cette nécessité ont intérêt à s'associer dès maintenant pour que la lutte des classes pauvres ne débouche pas sur une impasse sanglante.

CE QUE NOUS VOULONS

Considérant

- que l'économie et la société sont basées sur l'opposition fondamentale d'intérêts entre, d'un côté, une minorité de bourgeois qui possèdent l'essentiel des richesses de ce pays et qui contrôlent les moyens de les produire et, de l'autre côté, une majorité de prolétaires qui ne peuvent vivre que de leur travail et de rien d'autre
- que le sort réservé aux prolétaires, c'est-à-dire aux ouvriers des villes et des campagnes, aux employés, à ceux qui, faute de travail régulier, vivent de petits métiers, à ceux qui font marcher la production et les transports, est intolérable du fait des salaires trop bas et du chômage
- que la majorité pauvre de la paysannerie est également condamnée à la misère par les sociétés capitalistes qui rachètent à vil prix leur production
- que les travailleurs ne peuvent pas compter sur la bourgeoisie pour améliorer leur sort car la richesse de la poignée de riches parasites bourgeois, ivoiriens ou étrangers, vient précisément de l'exploitation des travailleurs
- que l'Etat lui-même, c'est-à-dire la direction de l'administration, la hiérarchie de l'armée et de la police, est entièrement au service des riches
- que tous les grands partis, y compris ceux qui sont dans l'opposition au gouvernement en place, n'entendent pas toucher à cet état des choses
- que seuls les ouvriers des villes et des campagnes, les chômeurs ont intérêt à une transformation profonde et radicale de la société car l'organisation actuelle de la société ne leur donne rien d'autre que la misère

Les rédacteurs de ce journal estiment indispensable la création d'un parti qui représente exclusivement les intérêts politiques de la classe ouvrière et qui se fixera pour tâches :

- de regrouper tous ceux qui, au sein de la classe ouvrière, sont déterminés à agir pour défendre les intérêts quotidiens des travailleurs contre les bourgeois, des pauvres contre les riches et pour préparer la classe ouvrière au grand combat pour libérer la société de l'exploitation - préparer les travailleurs à ce que, au cours de ce combat, ils créent les organes du pouvoir démocratique des ouvriers et des paysans pauvres et à ce qu'ils conservent les armes conquises au cours de la lutte afin d'avoir les moyens de se faire respecter
- donner à la classe ouvrière la conscience de la nécessité de se servir de sa force pour reprendre à la minorité de riches industriels, de marchands et de banquiers, de hauts fonctionnaires et de politiciens corrompus toutes les richesses acquises par l'exploitation des travailleurs, afin que les ouvriers et les paysans puissent en disposer collectivement et qu'ils puissent s'en servir dans l'intérêt de tous, dans l'égalité et la fraternité, pour que chacun puisse manger à sa faim, se loger, se vêtir, se soigner correctement, et que les enfants de tous aient droit à l'éducation, à la culture, à la dignité et au respect des autres.
- favoriser l'extension de la révolution ouvrière à l'échelle internationale

La présente revue entend dans cette perspective :

- défendre et transmettre la tradition révolutionnaire de la classe ouvrière, telle qu'elle a été incarnée dans le passé par Marx, Lénine et Trotsky
- combattre l'ethnisme et le nationalisme qui divisent les travailleurs, au nom de l'internationalisme qui les unit
- contribuer, par la propagande et l'éducation, à soustraire les travailleurs à toutes les formes d'obscurantisme, à l'influence réactionnaire de toutes les religions qui prêchent toutes la patience et l'accommodement avec l'ordre établi
- oeuvrer pour développer parmi les travailleurs la conscience de constituer une classe capable de libérer la société de l'exploitation.